

États financiers consolidés de

IMAFLEX INC.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

Rapport de l'auditeur indépendant

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
Bureau 2000
Tour de la Banque Nationale
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux actionnaires de
Imaflex Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Imaflex Inc. (ci-après « la société »), qui comprennent les états de la situation financière consolidée aux 31 décembre 2021 et 2020 et les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2021 et 2020 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion et le rapport annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Antonia Psyharis.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.¹

Montréal
Le 13 avril 2022

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A119564

États consolidés du résultat global
(en dollars canadiens)

Pour les exercices terminés les		31 décembre	
		2021	2020
Produits des activités ordinaires	(Note 4.1)	107 477 226 \$	86 682 163 \$
Coût des ventes		90 075 943	70 115 883
Marge brute		17 401 283	16 566 280
Charges :			
Charges de vente		1 729 872	1 808 784
Charges administratives		5 210 439	5 339 846
Charges financières	(Note 7)	411 363	544 928
Autres pertes	(Note 8)	165 266	533 558
Autres		86 457	127 781
		7 603 397	8 354 897
Résultat avant impôt		9 797 886	8 211 383
Charge d'impôt sur le résultat	(Note 9)	1 432 584	1 862 081
RÉSULTAT NET		8 365 302	6 349 302
Autre élément du résultat global			
Poste qui sera reclassé ultérieurement en résultat net			
Écarts de change sur les opérations étrangères		52 851	(113 013)
RÉSULTAT GLOBAL		8 418 153 \$	6 236 289 \$
Résultat net par action	(Note 10)		
De base		0.165 \$	0.127 \$
Dilué		0.162 \$	0.125 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés et la note 5 présente de l'information supplémentaire sur les états consolidés du résultat global.

États consolidés de la situation financière
(en dollars canadiens)

Aux		31 décembre 2021	31 décembre 2020
Actifs			
<i>Actifs courants</i>			
Trésorerie		8 465 061 \$	3 219 258 \$
Créances clients et autres débiteurs	(Note 11)	15 072 610	11 522 262
Stocks	(Note 12)	14 919 901	11 650 539
Charges payées d'avance		204 811	238 922
Total des actifs courants		38 662 383	26 630 981
<i>Actifs non courants</i>			
Immobilisations corporelles	(Note 13)	24 507 190	25 862 617
Immobilisations incorporelles	(Note 14)	1 822 391	1 568 474
Total des actifs non courants		26 329 581	27 431 091
Total des actifs		64 991 964 \$	54 062 072 \$
Passifs et Capitaux propres			
<i>Passifs courants</i>			
Dettes bancaires	(Note 16)	2 498 309 \$	-
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(Note 15)	8 285 886	6 115 366
Passifs d'impôt exigible		669 481	996 539
Emprunts à long terme, portion courante	(Note 16)	1 994 463	1 881 689
Obligations locatives, portion courante	(Notes 16, 17)	850 804	824 092
Total des passifs courants		14 298 943	9 817 686
<i>Passifs non courants</i>			
Emprunts à long terme	(Note 16)	3 498 459	5 492 921
Passifs d'impôt différé	(Note 9)	1 389 561	1 185 977
Obligations locatives	(Notes 16, 17)	731 493	1 587 320
Total des passifs non courants		5 619 513	8 266 218
Total des passifs		19 918 456	18 083 904
<i>Capitaux propres</i>			
Capital-actions	(Note 18)	12 559 023	11 901 023
Réserves	(Note 19)	2 214 641	2 142 603
Résultats non distribués		30 299 844	21 934 542
Total des capitaux propres		45 073 508	35 978 168
Total des passifs et des capitaux propres		64 991 964 \$	54 062 072 \$

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(s) Joseph Abbandonato
Joseph Abbandonato
Administrateur

(s) Roberto Longo
Roberto Longo
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020
(En dollars canadiens)

	Capital- actions (a)	Réserves			Total des réserves	Résultats non distribués	Total
		Paie- ments basés sur des actions	Écarts de change sur les opérations étrangères	Bons de souscription			
Solde au 31 décembre 2019	11 875 023	1 149 416	597 587	465 174	2 212 177	15 585 240	29 672 440
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	6 349 302	6 349 302
Écarts de change sur les opérations étrangères	-	-	(113 013)	-	(113 013)	-	(113 013)
Résultat global pour l'exercice	-	-	(113 013)	-	(113 013)	6 349 302	6 236 289
Transactions avec les propriétaires:							
Émission d'actions (Note 18)	26 000	-	-	-	-	-	26 000
Paie- ments fondés sur des actions (Note 19)	-	43 439	-	-	43 439	-	43 439
Solde au 31 décembre 2020	11 901 023 \$	1 192 855 \$	484 574 \$	465 174 \$	2 142 603 \$	21 934 542 \$	35 978 168 \$
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	-	8 365 302	8 365 302
Écarts de change sur les opérations étrangères	-	-	52 851	-	52 851	-	52 851
Résultat global pour l'exercice	-	-	52 851	-	52 851	8 365 302	8 418 153
Transactions avec les propriétaires:							
Émission d'actions (Note 18)	658 000	-	-	-	-	-	658 000
Paie- ments fondés sur des actions (Note 19)	-	19 187	-	-	19 187	-	19 187
Solde au 31 décembre 2021	12 559 023 \$	1 212 042 \$	537 425 \$	465 174 \$	2 214 641 \$	30 299 844 \$	45 073 508 \$

(a) De l'information supplémentaire sur le capital-actions est fournie à la Note 18
Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie
(en dollars canadiens)

Pour les exercices terminés les	31 décembre	
	2021	2020
Activités opérationnelles:		
Résultat net pour l'exercice	8 365 302 \$	6 349 302 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 432 584	1 862 081
Amortissement des actifs non courants	3 811 084	3 592 699
Charges financières	411 363	544 928
Charge pour paiements fondés sur des actions	19 187	43 439
Perte sur disposition d'une immobilisation corporelle	-	113 804
Perte résultant des écarts de change non réalisée	157 949	341 096
	14 197 469	12 847 349
Variations des éléments du fonds de roulement		
Augmentation des créances clients et autres débiteurs	(3 541 810)	(153 237)
(Augmentation) diminution des stocks	(3 259 118)	37 835
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	33 837	(937)
Augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs	2 171 307	255 508
	(4 595 784)	139 169
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	9 601 685	12 986 518
Impôts payés	(1 556 058)	(1 026 958)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	8 045 627	11 959 560
Activités d'investissement:		
Paievements pour les immobilisations corporelles et incorporelles	(2 467 812)	(1 660 381)
Produit de disposition d'une immobilisation corporelle	-	50 266
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 467 812)	(1 610 115)
Activités de financement:		
Variation nette de la dette bancaire	2 498 309	(4 538 393)
Intérêts payés	(411 363)	(544 928)
Augmentation de la dette à court terme	-	750 000
Remboursement de la dette à long terme	(1 881 688)	(1 739 904)
Produit net de l'émission de capital-actions	658 000	26 000
Remboursement des obligations locatives	(1 167 314)	(1 114 871)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(304 056)	(7 162 096)
Augmentation de la trésorerie, montant net	5 273 759	3 187 349
Trésorerie à l'ouverture	3 219 258	60 942
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(27 956)	(29 033)
Trésorerie à la clôture	8 465 061 \$	3 219 258 \$

Transactions sans effets de trésorerie (Note 20)

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

1. Renseignements généraux

Imaflex Inc. (la « Société Mère ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Son siège social, qui est aussi son établissement d'affaires principal, est situé au 5710 rue Notre-Dame Ouest, Montréal, Québec, Canada. Les principales activités de la Société Mère et de sa filiale (toutes deux ci-après dénommées « la Société ») sont la production et la vente de produits pour l'industrie de l'emballage souple, incluant du film en polyéthylène et des sacs, de même que la métallisation de film pour les industries de l'emballage et de l'agriculture. Les actions ordinaires de la Société Mère sont transigées à la Bourse de croissance TSX sous le symbole « IFX ».

2. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables présentées ci-dessous ont été appliquées de manière uniforme à tous les exercices présentés dans ces états financiers consolidés, à moins qu'il en soit spécifié autrement.

2.1 Mode de présentation et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en effet au 31 décembre 2021. Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration et leur publication a été autorisée le 13 avril 2022.

2.2 Mode de mesure de l'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la comptabilité au coût historique.

2.3 Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société Mère et de sa filiale entièrement détenue, Imaflex USA Inc. (« Imaflex USA »), ayant toutes deux une date de clôture de l'exercice financier au 31 décembre. Imaflex Inc. est l'ultime société mère de la Société. La Société Mère contrôle une filiale si elle est exposée ou a des droits à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur elle. Tous les soldes et toutes les transactions intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Aux 31 décembre 2021 et 2020, les activités de la filiale entièrement détenue de la Société, Imaflex USA, incluaient la fabrication de pellicule de plastique et de produits d'emballage souple. Ses usines de fabrication sont situées en Caroline du Nord, aux États-Unis.

2.4 Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel une entité exerce ses activités. Les états financiers de la Société Mère et de sa filiale sont préparés dans leurs monnaies fonctionnelles respectives. Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, qui sont également la monnaie fonctionnelle de la Société Mère et la monnaie de présentation de la Société.

Les actifs et les passifs d'Imaflex USA, filiale étrangère de la Société dont la monnaie fonctionnelle est le dollar américain (\$ÉUA), sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière. Les produits et charges sont convertis aux taux de change moyen du mois au cours de l'exercice. Les profits ou les pertes de change découlant de la conversion des états financiers d'Imaflex USA sont comptabilisés comme écarts de change sur les opérations étrangères au poste « Réserves ».

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.4 Monnaie étrangère (suite)

Aux fins de la préparation des états financiers individuels des entités, les transactions libellées en monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de fin d'exercice. Les gains et pertes de change qui en résultent sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global.

Les gains et pertes de change sur un montant de 4 000 000 \$ÉUA des créances monétaires excluant les créances clients de la Société Mère à recevoir de sa filiale étrangère pour laquelle le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible sont comptabilisés comme constituant une part de l'investissement net dans l'établissement étranger et sont donc comptabilisés dans les écarts de change sur les opérations étrangères dans les réserves. Les écarts de change sur les créances clients et les autres créances monétaires sont comptabilisés dans les « Pertes (gains) sur change » de l'état consolidé du résultat global.

2.5 Comptabilisation des produits

Les produits sont générés presque exclusivement de la vente de biens. Les produits sont constatés lorsque le contrôle d'un bien est transféré au client, qui est habituellement au moment où le client prend possession du bien et il n'y a pas d'autres obligations de prestation prévues à remplir au contrat.

Les produits sont évalués en se basant sur la contrepartie qui a été convenue entre tous les parties et que la Société s'attend à recevoir du client, au net des contreparties variables, incluant tous les retours, les rabais et les escomptes convenus entre les parties concernés et l'information disponible pour chaque client.

La constatation des produits est basée sur les étapes suivantes :

- Identification d'un contrat avec un client;
- Identification des obligations de prestation prévues au contrat;
- Détermination du prix de la transaction;
- Répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation; et
- Constatation des produits lorsque la Société a rempli toutes les obligations de prestation.

2.6 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt est composée de l'impôt différé de même que de l'impôt exigible. L'impôt exigible est calculé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du résultat présenté aux états consolidés du résultat global puisque certains éléments des produits sont imposables ou déductibles au cours de périodes ultérieures ou ne sont jamais imposables ni déductibles. Les passifs d'impôt exigible sont calculés selon les taux d'imposition qui ont été adoptés ou qui sont quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière.

L'impôt différé est comptabilisé sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et des passifs dans l'état consolidé de la situation financière et leurs bases fiscales. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour l'ensemble des différences temporelles déductibles. Les actifs d'impôt différé sont quant à eux comptabilisés pour les différences temporelles dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront générés par la Société afin de réaliser la perte fiscale sous-jacente à ces actifs.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.6 Impôt sur le résultat (suite)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés selon les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière et que la Société prévoit être applicables au cours des périodes lorsque l'actif sera réalisé où le passif sera réglé.

Les actifs ou les passifs d'impôt différé sont compensés uniquement lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs ou les passifs d'impôt exigible, que ceux-ci sont prélevés par la même autorité fiscale et que la Société a l'intention d'opérer compensation lors de la réalisation ou du règlement.

L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés à titre de produit dans les résultats, sauf s'ils concernent des éléments qui sont comptabilisés hors résultats comme dans les autres éléments du résultat global ou directement aux capitaux propres. Dans un tel cas, l'impôt correspondant est également comptabilisé hors résultats.

2.7 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en considérant l'effet de dilution qui pourrait être causé par l'exercice ou par la conversion de certains instruments en actions ordinaires.

2.8 Actifs financiers et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif sont expirés ou lorsque l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, annulée ou expirée.

Classification et évaluation initiale des actifs financiers

Les actifs financiers, lors de la comptabilisation initiale, sont classés comme ultérieurement évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le classement des actifs financiers à la comptabilisation initiale dépend des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier et du modèle économique suivi pour les gérer. Avec l'exception des créances clients qui ne comportent pas une composante financement importante, la Société évalue initialement les actifs financiers à la juste valeur plus, dans le cas des actifs qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers ou de passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés immédiatement au résultat net. Les créances clients qui ne comportent pas une composante financement importante sont évaluées au prix de la transaction tel que déterminé conformément à IFRS 15.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, la trésorerie et les créances clients (excluant les taxes de vente) sont évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dépenses liées à la provision pour pertes de crédit attendues sont comptabilisées au résultat net dans les charges administratives à l'état du résultat global.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

2. Principales méthodes comptables (suite)
2.8 Actifs financiers et passifs financiers (suite)

Dépréciation des actifs financiers

La Société comptabilise une provision pour les pertes de crédit attendues liées aux actifs financiers. Le montant des pertes de crédits attendues est réévalué à chaque date de clôture afin de refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers respectifs.

La Société applique une approche simplifiée pour calculer les pertes de crédit attendues pour les créances clients et autres recevables (excluant les taxes de vente). La Société comptabilise une provision basée sur les pertes de crédit attendues sur la durée de vie à chaque date de clôture. Celles-ci représentent les diminutions des flux de trésorerie contractuels, en considérant la probabilité d'un défaut à un moment donné dans la vie de l'actif financier. En calculant les pertes de crédit attendues, la Société utilise son expérience historique, des indicateurs externes et de l'information prospective pour évaluer les pertes de crédit attendues en utilisant une matrice de provision. La Note 11 fournit une analyse détaillée sur comment les exigences de dévaluation de IFRS 9 sont appliquées.

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers de la Société incluent l'endettement bancaire et les emprunts à court terme, les créances fournisseurs et autres créditeurs (excluant les avantages sociaux) et les emprunts à long terme. Les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur et, lorsqu'applicable, ajustés pour tenir compte des coûts de transaction. Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Toutes les charges d'intérêt liées aux passifs financiers évalués au coût amorti sont comptabilisées à l'état du résultat global sous la rubrique Charges financières.

2.9 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks, qui inclut le coût des matières premières et la quote-part appropriée des frais généraux de fabrication fixes et variables, est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, soit la méthode la plus appropriée pour cette catégorie de stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et nécessaires pour réaliser la vente et des frais de vente.

2.10 Immobilisations corporelles

Le terrain, l'immeuble, le matériel de fabrication, le matériel roulant et de bureau ainsi que le matériel informatique sont comptabilisés au coût, incluant tout coût directement attribuable au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé de manière à déprécier le coût des actifs diminué de leur valeur résiduelle sur la durée d'utilité, tel que présenté ci-dessous, estimée selon le mode linéaire. L'estimation de la durée d'utilité, la valeur résiduelle et les modes d'amortissement sont réévalués et ajustés, si nécessaire, à chaque période de présentation prospectivement.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.10 Immobilisations corporelles (suite)

Actifs	Période
Terrain	Indéfinie
Immeuble	20 ans
Matériel de fabrication	10 à 20 ans
Matériel roulant	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée (5 ans) ou sur la durée du bail, si celle-ci est inférieure.

Dans le cas des actifs au titre de droit d'utilisation, la durée d'utilité est déterminée en fonction des autres actifs similaires détenus ou sur la durée du contrat, si cette dernière est plus courte, lorsque le contrat de location ne transfère pas le titre de propriété de l'actif ou si la Société ne planifie pas exercer son droit d'acquisition.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le profit ou la perte découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle, calculé comme étant la différence entre le produit net de la cession de l'immobilisation et sa valeur comptable, est comptabilisé au résultat net, dans le compte « Autres » dans l'état consolidé du résultat global.

2.11 Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie s'il est ou contient un contrat de location en déterminant si le contrat, ou une partie du contrat, confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour ce faire, la Société détermine si le contrat respecte trois évaluations clés qui sont :

- le contrat contient un bien déterminé, qui est mentionné de manière explicite au contrat ou déterminé de manière implicite au moment où il est mis à la disposition de la Société
- la Société a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé au cours de sa durée d'utilité en considérant ses limites définies au contrat
- la Société a le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé, à savoir le droit de décider comment et pour quelles fins le bien déterminé sera utilisé tout au long de sa durée d'utilité

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation à la date de début du contrat au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, les coûts directs initiaux engagés par la Société, une estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

À la date de début du contrat, la Société comptabilise l'obligation locative évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés, en utilisant le taux d'intérêt implicite au contrat de location ou, s'il n'est pas possible de déterminer facilement ce taux, au taux d'emprunt marginal de la Société.

Les paiements de loyer incluent les paiements fixes et les paiements fixes en substance, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début, les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle et le prix d'exercice de l'option d'achat et les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat si la Société a la certitude raisonnable d'exercer l'option d'achat ou si la durée du contrat reflète une résiliation du contrat.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.11 Contrats de location (suite)

Suite à l'évaluation initiale, l'obligation locative est diminuée des paiements effectués et augmentée pour l'intérêt. Elle est réévaluée en actualisant les paiements de loyer révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé s'il y a un changement dans la durée du contrat ou dans l'appréciation d'une option d'achat de l'actif. L'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyer révisés au moyen d'un taux d'actualisation inchangé s'il y a un changement dans la somme que la Société s'attend à payer au titre d'une valeur de garantie résiduelle ou s'il y a un changement dans les paiements de loyer futurs en raison de la variation d'un indice ou d'un taux utilisés pour déterminer ces paiements.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée, l'ajustement correspondant est également reflété dans l'évaluation de l'actif au droit d'utilisation, ou directement aux résultats si l'actif au droit d'utilisation a une valeur nulle.

La Société a choisi de se prévaloir des exemptions permettant de ne pas appliquer les dispositions de l'IFRS 16 aux contrats à court terme ou aux contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Plutôt que de comptabiliser un actif au titre de droit d'utilisation et une obligation locative, les paiements liés à ces contrats sont comptabilisés comme dépenses à l'état des résultats de manière linéaire sur la durée du contrat.

Les actifs au titre de droit d'utilisation sont inclus dans les immobilisations corporelles dans les états consolidés de la situation financière.

2.12 Immobilisations incorporelles, excluant l'achalandage

Les relations clients acquises lors d'un regroupement d'entreprises et comptabilisées séparément de l'achalandage sont initialement mesurées à la juste valeur à la date d'acquisition, qui est considérée comme étant leur coût. Ultérieurement, les immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont mesurées au coût moins l'amortissement cumulé et les pertes de valeur cumulées. Le coût des immobilisations incorporelles acquises séparément, tel qu'était le cas pour les brevets, comprend son prix d'achat et tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Le coût des immobilisations incorporelles générées à l'interne, tel que les brevets développés en interne, comprend tous les coûts directement attribuables dans la phase de développement pour créer, produire et préparer l'immobilisation pour qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue.

Les immobilisations incorporelles sont décomptabilisées lors de leur cession ou lorsqu'aucun bénéfice économique futur n'est attendu de leur utilisation ou cession. Les gains ou pertes résultant de la décomptabilisation sont évalués comme la différence entre le prix de cession et la valeur comptable de l'actif et sont comptabilisés au résultat net dans la période où les immobilisations sont cédées. L'amortissement des actifs incorporels, s'il y a lieu, est comptabilisé dans le poste « Charges administratives » dans l'état consolidé du résultat global sur la durée de vie utile de l'actif incorporel. Les relations clients sont amorties sur une base linéaire sur 8 ans et les brevets développés à l'interne sont amortis à partir du moment où ils peuvent être utilisés sur la durée de vie utile du brevet (14 ans).

2.13 Pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, excluant l'achalandage

À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, ou avant, si des événements ou des changements de circonstances indiquent que ces actifs pourraient avoir subi une dépréciation, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles de manière à déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. Si de tels indices existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée de manière à déterminer l'ampleur de la perte de valeur, s'il y a lieu. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la valeur recouvrable d'un actif individuel, la Société estime la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.13 Pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, excluant l'achalandage (suite)

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre sa juste valeur marchande diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus à l'aide d'un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les conditions actuelles de marché pour la valeur temps de l'argent ainsi que les risques spécifiques à l'actif qui n'ont pas été reflétés dans la prévision des flux de trésorerie.

Si la valeur recouvrable se trouve à être moindre que la valeur comptable, la valeur comptable est alors diminuée à la valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée directement dans le résultat net.

Lorsqu'il y a une reprise de perte de valeur, la valeur comptable de l'actif est augmentée à la valeur recouvrable révisée, mais de sorte que la valeur comptable après la reprise de valeur ne soit pas plus élevée que la valeur comptable qui aurait été comptabilisée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée dans les exercices précédents. La reprise de valeur est comptabilisée immédiatement dans le résultat net.

2.14 Achalandage

L'achalandage découlant de l'acquisition d'une entreprise est comptabilisé au coût établi à la date d'acquisition de l'entreprise, diminué du cumul des pertes de valeur, s'il y a lieu.

Pour les besoins des tests de dépréciation, l'achalandage est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société (ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement.

Les unités génératrices de trésorerie auxquelles a été affecté l'achalandage sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout achalandage affecté à l'unité et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. Toute perte de valeur concernant l'achalandage est comptabilisée directement au résultat net. Une perte de valeur comptabilisée pour l'achalandage n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

2.15 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'un événement passé, se traduiront probablement par un règlement, et lorsque les montants en cause peuvent être estimés de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire pour régler l'obligation actuelle en se basant sur les éléments probants les plus fiables disponibles à la date de présentation de l'information financière. Cette estimation considère les risques et les incertitudes relatifs à l'obligation.

2.16 Paiements fondés sur des actions

La Société utilise des paiements fondés sur des actions devant être réglés en instruments de capitaux propres pour ses employés et des consultants. Les paiements fondés sur des actions devant être réglés en instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur des services reçus à la date d'octroi indirectement en référence à la juste valeur de l'instrument de capitaux propres en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

2. Principales méthodes comptables (suite)

2.16 Paiements fondés sur des actions (suite)

La juste valeur des paiements fondés sur des actions, devant être réglés en instruments de capitaux propres, déterminée à la date d'octroi, est comptabilisée en charges au cours de la période d'acquisition en contrepartie d'une augmentation correspondante au poste « Réserves ».

2.17 Le capital-actions et les réserves

Le capital-actions représente le montant reçu lors de l'émission des actions, net des coûts de transaction. La contrepartie reçue de l'émission d'unités composées d'actions et de bons de souscription est allouée selon la juste valeur relative des instruments en question. La juste valeur des actions est basée sur leur cours boursier en date de l'émission et celle des bons de souscription est calculée en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Le poste Réserves incluent les éléments suivants :

- Paiements fondés sur des actions (voir 2.16)
- Le cumul des écarts de change sur les opérations étrangères (voir 2.4)
- Les bons de souscription – incluent la valeur des bons de souscription en circulation et échus

Lorsque les bons de souscription et les options d'achat d'actions sont exercés, la contrepartie reçue est créditée au capital-actions.

3. Jugements comptables critiques et sources majeures d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS et l'application des principales méthodes comptables de la Société décrites à la note 2 exigent que la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la valeur comptable de certains actifs et passifs, lorsque celle-ci n'est pas évidente. Les estimations et hypothèses sont basées sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs jugés pertinents. Les résultats réels pourraient toutefois différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées continuellement. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période de la révision, si la révision n'affecte que cette période, ou au cours de la période de révision et des périodes futures, si celles-ci sont également concernées par les révisions.

3.1 Jugements critiques posés dans le cadre de l'application des méthodes comptables

L'analyse qui suit présente les jugements critiques, à l'exclusion de ceux qui impliquent des estimations, posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables de la Société et qui ont une incidence plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Unité génératrice de trésorerie

La direction n'a identifié qu'une seule unité génératrice de trésorerie pour la Société. Les revenus des divers produits et usines de production de la Société sont générés par une seule force de vente dont l'habileté à vendre l'ensemble de la gamme de produits de la Société influence le niveau de ventes pour chaque ligne de produits. La direction a déterminé que les flux de trésorerie des établissements de la Société sont intimement liés et non indépendants.

3. Jugements comptables critiques et sources majeures d'incertitude relative aux estimations (suite)

3.2 Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Ci-après figurent les principales sources d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

Pertes de crédit attendues

Au cours de chaque période de présentation, la Société évalue si les créances de chaque client sont recouvrables. La direction établit ainsi une provision pour les pertes de crédit attendues provenant d'un défaut de paiement. La provision ainsi établie reflète les pertes de crédit attendues en utilisant une matrice de provision, complétée par une provision pour les créances clients dévaluées individuellement. La matrice de provision est basée sur les pertes de crédits historiques de la Société, ajustées pour tout changement de risque de la population des créances clients en se basant sur les indicateurs du suivi de crédit et les prévisions de la conjoncture économique générale qui pourraient avoir un effet sur le recouvrement des créances clients. La matrice de provision applique des taux de provision fixes dépendant du nombre de jours pendant lesquels une créance client est en souffrance, avec des taux plus élevés à mesure que l'âge de la créance client impayée augmente. Voir la Note 11 pour plus d'information concernant la provision pour pertes de crédit attendues.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La Société réévalue la durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles, exception faite de l'achalandage, à chaque date de présentation de l'information financière afin de s'assurer que la méthode d'amortissement utilisée est adéquate.

Dépréciation des actifs à long-terme

Si nécessaire, la Société effectue un test de dépréciation de ses actifs à long-terme en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée grâce à une analyse de flux de trésorerie actualisés et requiert donc que la direction pose des hypothèses quant aux flux de trésorerie futurs et aux taux d'actualisation. La direction utilise également son jugement afin de déterminer si des indices pourraient indiquer que les actifs aient pu se déprécier.

Impôt sur le résultat

La direction doit établir des estimations lorsqu'elle détermine les taux d'imposition et les montants d'impôt différé, et ce, tout en considérant le moment et la probabilité de réalisation. L'impôt réel peut différer de manière significative de ces estimations suite à des événements futurs, des changements au niveau de la législation fiscale ou des résultats de vérifications des autorités fiscales et oppositions liées. Le dénouement de ces incertitudes et les montants des impôts à payer liés pourraient occasionner des ajustements aux actifs et passifs des impôts exigible et différé de la Société.

Bons de souscription et paiements à base d'actions

La Société émet des instruments de capitaux propres, composés d'options d'achat d'actions ordinaires de même que d'actions ordinaires et de bons de souscription (unités). La Société utilise le modèle d'évaluation Black & Scholes pour calculer la valeur de ces instruments ou pour déterminer le montant de la contrepartie reçue à allouer à chaque type d'instrument. Ces méthodes exigent d'établir des estimations basées sur des données d'entrée fondées sur le marché.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

4. Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans un seul secteur et se spécialise dans le développement, la fabrication et la vente de matériaux pour l'emballage souple, sous forme de pellicule ou de sacs, pour besoins divers.

4.1 Produits par secteur géographique

Les produits des activités ordinaires de la Société par zone géographique des marchés ciblés se détaillent comme suit :

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Canada	37 294 723 \$	30 500 829 \$
États-Unis	70 180 963	56 181 334
Autres	1 540	-
Total	107 477 226 \$	86 682 163 \$

4.2 Immobilisations corporelles et incorporelles par zone géographique

	31 décembre	
	2021	2020
Canada	8 219 158 \$	8 088 548 \$
États-Unis	18 110 423	19 342 543
Total	26 329 581 \$	27 431 091 \$

5. Information supplémentaire sur l'état consolidé du résultat global

Le poste « Coût des ventes » aux états consolidés du résultat global de la Société inclut l'amortissement du matériel de fabrication pour un montant de 3 602 138 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (3 334 585 \$ en 2020), qui inclut l'amortissement des actifs au titre de droit d'utilisation de 1 080 538 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (1 027 799 \$ en 2020). Le poste « Charges administratives » inclut l'amortissement des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles excluant le matériel de fabrication pour un montant de 208 946 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (258 114 \$ en 2020).

Le poste « Coût des ventes » aux états consolidés du résultat global de la Société inclut des salaires payés à ses employés pour un montant de 9 896 662 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (9 928 051 \$ en 2020). Le poste « Charges administratives » inclut des salaires payés aux employés pour un montant de 1 877 345 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (1 841 872 \$ en 2020) et le poste « Charges de ventes » inclut des salaires payés aux employés de 431 111 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (470 112 \$ en 2020).

6. Avantages aux employés

La Société cotise aux régimes de retraite gérés par le gouvernement, à l'assurance emploi, à l'assurance groupe et au « Social Security ». Les coûts engagés par la Société pour les programmes susmentionnés ont été de 2 749 973 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (2 600 436 \$ en 2020). Ces paiements sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés et la Société ne comptabilise aucun profit ou perte relativement à ces paiements.

La Société offre également un régime de retraite à cotisations déterminées à ses employés situés en Caroline du Nord, États-Unis. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, la Société a contribué 8 220 \$ à ce régime (25 473 \$ en 2020).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

7. Charges financières

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Intérêts sur la dette bancaire et sur les emprunts à long terme	290 758 \$	370 571 \$
Intérêts sur les obligations en vertu de contrats de location-financement	120 605	174 357
	411 363 \$	544 928 \$

8. Autres pertes

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Pertes de change	165 266 \$	419 754 \$
Perte sur disposition d'immobilisations	-	113 804
	165 266 \$	533 558 \$

9. Impôt sur le résultat

9.1 Charge d'impôt sur le résultat

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Charge d'impôt sur le résultat :		
Charge d'impôt exigible	1 229 000 \$	1 897 761 \$
Charge d'impôt différé liée à la naissance et au renversement de différences temporelles	203 584	(35 680)
Charge d'impôt sur le résultat	1 432 584 \$	1 862 081 \$

9.2 Rapprochement de la charge d'impôt au taux d'imposition prévu par loi

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Résultat avant impôt	9 797 886 \$	8 211 383 \$
Charge d'impôt calculée à 26,5% (26,5% en 2020)	2 596 440	2 176 016
Écarts permanents	11 070	(5 161)
Variation des provisions pour moins value	(967 996)	(305 505)
Incidence des différences dans les taux d'imposition pour les filiales étrangères	(147 304)	(46 490)
Autres	(59 626)	43 221
Charge d'impôt sur le résultat	1 432 584 \$	1 862 081 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

9. Impôt sur le résultat (suite)

9.2 Rapprochement de la charge d'impôt au taux d'imposition prévu par loi (suite)

Le taux d'imposition utilisé pour le rapprochement ci-dessus est de 26,5% en 2021 et 2020, soit le taux applicable sur les bénéfices imposables des sociétés par actions assujetties aux lois fiscales de la province du Québec, Canada.

9.3 Soldes d'impôt différé

	Solde à l'ouverture	Comptabilisé au résultat net	Solde de clôture
2021			
Actifs			
Pertes autres qu'en capital	679 568 \$	2 015 775 \$	2 695 343 \$
Contrats de location-financement	640 348	(567 176)	73 172
Avances	40 564	376 323	416 887
Autres actifs	116 049	12 223	128 272
	1 476 529	1 837 145	3 313 674
Passifs			
Immobilisations corporelles	(2 662 506)	(2 040 729)	(4 703 235)
	(2 662 506)	(2 040 729)	(4 703 235)
Passifs d'impôt différé	(1 185 977) \$	(203 584) \$	(1 389 561) \$

	Solde à l'ouverture	Comptabilisé au résultat net	Solde de clôture
2020			
Actifs			
Pertes autres qu'en capital	1 112 003 \$	(432 435) \$	679 568 \$
Obligations locatives	990 624	(350 276)	640 348
Avances	66 719	(26 155)	40 564
Autres actifs	73 273	42 776	116 049
	2 242 619	(766 090)	1 476 529
Passifs			
Immobilisations corporelles	(3 464 276)	801 770	(2 662 506)
	(3 464 276)	801 770	(2 662 506)
Passifs d'impôt différé	(1 221 657) \$	35 680 \$	(1 185 977) \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

9. Impôt sur le résultat (suite)

9.4 Actifs d'impôt différé non comptabilisés

La filiale de la Société, Imaflex USA, a cumulé des pertes autres qu'en capital pour un montant de 25 704 331 \$ en 2021 et 23 043 920 \$ en 2020, dont les avantages (3 142 111 \$ en 2021 et 4 553 706 \$ en 2020) n'ont pas été comptabilisés. Ces pertes, qui peuvent être reportées en avant en vue de réduire le bénéfice imposable futur, viennent à échéance comme suit :

Date d'expiration	31 décembre 2021	31 décembre 2020
2027	- \$	793 528 \$
2028	755 660	2 746 026
2029	2 962 046	2 974 662
2030	4 346 798	4 365 313
2031	1 855 522	1 863 425
2032	2 604 897	2 615 992
2033	2 608 507	2 619 618
2034	2 379 612	2 389 748
2035	1 369 561	1 375 395
2036	779 597	782 917
2038	289 602	290 836
Indéfinie	5 752 529	226 460
	25 704 331 \$	23 043 920 \$

10. Résultat par action

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Résultat net aux fins du calcul du résultat par action de base et dilué	8 365 302 \$	6 349 302 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	50 659 253	50 040 823
Effet dilutif des paiements fondés sur des actions	894 362	664 065
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	51 553 615	50 704 888
Résultat net par action ordinaire de base	0.165 \$	0.127 \$
Résultat net par action ordinaire dilué	0.162 \$	0.125 \$

Aucune option d'achat d'actions en circulation au 31 décembre 2021 n'a pas été incluse du calcul du bénéfice par action parce qu'elle avait un effet antidilutif (200 000 options en 2020).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

11. Créances clients et autres débiteurs

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Créances clients	15 290 334 \$	12 210 690 \$
Provision pour pertes de crédit attendues	(995 745)	(936 959)
	14 294 589	11 273 731
Autres débiteurs	778 021	248 531
Total des créances clients et autres débiteurs	15 072 610 \$	11 522 262 \$

Variation de la provision pour pertes de crédit attendues

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Solde à l'ouverture	(936 959) \$	(785 676) \$
Perte de valeur et ajustements comptabilisés sur créances clients	(60 854)	(159 093)
Écarts de change sur conversion	2 068	7 810
Solde à la clôture	(995 745) \$	(936 959) \$

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne règle pas une obligation envers la Société. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable de l'actif financier, net de toute provision pour perte comptabilisée dans les états de la situation financière consolidés de la Société.

Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit associé à la trésorerie est atténué par le fait que les actifs financiers sont déposés dans des institutions financières américaines et canadiennes importantes ayant obtenu une notation de qualité et étant considérées comme étant des contreparties fiables. La Société a en place un processus continu de revue et d'évaluation du risque de crédit lié à la trésorerie.

Pour les créances clients, la Société utilise les services d'experts externes en crédit afin d'évaluer la qualité de crédit de clients potentiels et de déterminer les limites de crédit qui leur seront accordées et utilise l'assurance-crédit pour diminuer son risque de crédit. Au 31 décembre 2021, un montant de 6 411 038 \$ est assuré (6 943 305 \$ au 31 décembre 2020). La direction de la Société considère que toutes les créances clients qui n'ont pas été provisionnées à chaque date de présentation de l'information financière sont de bonne qualité de crédit.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

11. Créances clients et autres débiteurs (suite)

Pertes de crédit attendues

La provision pour pertes de crédit attendues reflète les pertes de crédit attendues telles que déterminées par une matrice de provision, complétée par une provision pour les créances clients dévaluées sur une base individuelle. La matrice de provision est basée sur l'expérience historique des pertes de crédit de la Société, ajustée pour tenir compte des changements de risque de la population des créances clients déterminés par les indicateurs du suivi de crédit et la conjoncture économique prévue qui pourraient avoir un effet sur le recouvrement des créances clients. La matrice de provision applique des taux de provision fixes dépendant de l'âge de la créance client, avec des taux plus élevés à mesure que l'âge de la créance client augmente. Les créances clients impayées pour une période dépassant le terme convenu sont considérées en souffrance. La Société détermine la provision pour les créances sur une base individuelle en prenant en considération plusieurs facteurs, incluant les avis de liquidation, les informations fournies par les agences de crédit, la durée pendant laquelle un compte est en souffrance, l'habilité du client à payer son obligation à la Société, l'historique du client de payer ses comptes lorsqu'ils sont en souffrance, les résultats historiques et la conjoncture générale de l'économie et de l'industrie. Après avoir pris en considération les facteurs susmentionnés, au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, la Société a déterminé qu'il n'y a pas d'augmentations ou de diminutions importantes du risque de crédit de ses créances clients depuis leur comptabilisation initiale. La Société radie les créances clients lorsqu'elle détermine qu'elles ne sont plus recouvrables et tout paiement reçu subséquent sur des créances clients radiés sont crédités à la provision pour pertes de crédit attendues.

12. Stocks

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Matières premières et fournitures	11 273 541 \$	7 381 789 \$
Produits finis	3 222 860	3 462 620
Travaux en cours	423 500	806 130
Total	14 919 901 \$	11 650 539 \$

Au cours de l'exercice, un montant total de 85 991 503 \$ (66 158 542 \$ en 2020) de stocks a été comptabilisé en charges à l'état consolidé du résultat global. Une perte de valeur de stock de 65 074 \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (137 060 \$ en 2020).

13. Immobilisations corporelles

	Terrain	Immeuble	Matériel de fabrication	Améliorations locatives	Matériel de bureau	Matériel informatique	Matériel roulant	Total
Coût								
1 janvier 2020	22 268 \$	3 739 859 \$	60 685 649 \$	2 854 426 \$	93 582 \$	555 706 \$	264 301 \$	68 215 791 \$
Acquisitions	-	-	1 174 038	42 599	-	28 070	-	1 244 707
Vente	-	-	(224 526)	-	-	-	-	(224 526)
Écarts de change	(439)	(13 011)	(575 495)	(23 980)	(357)	(865)	(1 160)	(615 307)
31 décembre 2020	21 829	3 726 848	61 059 666	2 873 045	93 225	582 911	263 141	68 620 665
Acquisitions	-	348 584	1 857 229	212 807	-	92 548	-	2 511 168
Écarts de change	(93)	(4 005)	(133 192)	(5 820)	(75)	(182)	(245)	(143 612)
31 décembre 2021	21 736	4 071 427	62 783 703	3 080 032	93 150	675 277	262 896	70 988 221

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

13. Immobilisations corporelles (suite)

	Terrain	Immeuble	Matériel de fabrication	Améliorations locatives	Matériel de bureau	Matériel informatique	Matériel roulant	Total
Amortissement cumulé								
1 janvier 2020	-	(943 171)	(35 611 996)	(2 454 390)	(54 466)	(536 668)	(41 869)	(39 642 560)
Amortissement	-	(938 067)	(2 372 511)	(143 299)	(9 233)	(26 358)	(45 705)	(3 535 173)
Vente	-	-	60 456	-	-	-	-	60 456
Écarts de change	-	20 851	314 630	21 750	357	1 084	557	359 229
31 décembre 2020	-	(1 860 387)	(37 609 421)	(2 575 939)	(63 342)	(561 942)	(87 017)	(42 758 048)
Amortissement	-	(997 287)	(2 555 235)	(112 249)	(9 233)	(39 634)	(48 162)	(3 761 800)
Écarts de change	-	(1 539)	36 391	3 758	75	210	(78)	38 817
31 décembre 2021	-	(2 859 213)	(40 128 265)	(2 684 430)	(72 500)	(601 366)	(135 257)	(46 481 031)
Valeur nette								
31 décembre 2020	21 829 \$	1 866 461 \$	23 450 245 \$	297 106 \$	29 883 \$	20 969 \$	176 124 \$	25 862 617 \$
31 décembre 2021	21 736 \$	1 212 214 \$	22 655 438 \$	395 602 \$	20 650 \$	73 911 \$	127 639 \$	24 507 190 \$

Une partie du matériel de fabrication d'une valeur comptable approximative de 15 400 000 \$ (environ 15 300 000 \$ au 31 décembre 2020) a été donnée en nantissement de la facilité de crédit et des emprunts à long terme de la Société.

Inclus dans la valeur nette des immobilisations au 31 décembre 2021 et 2020 sont les actifs au titre de droit d'utilisation comme suite :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Immeubles	1 135 178 \$	1 783 367 \$
Matériel de fabrication	262 372	293 266
Matériel roulant	119 822	171 119
Matériel de bureau	13 080	22 313
Total des actifs au titre de droit d'utilisation	1 530 452 \$	2 270 065 \$

14. Immobilisations incorporelles

	Achalandage	Relations clients	Brevets	Total
1er janvier 2020	487 643 \$	8 116 \$	724 054 \$	1 219 813 \$
Acquisitions	-	-	415 674	415 674
Amortissement	-	(8 242)	(49 284)	(57 526)
Écarts de change	(9 613)	126	-	(9 487)
31 décembre 2020	478 030	-	1 090 444	1 568 474
Acquisitions	-	-	305 228	305 228
Amortissement	-	-	(49 284)	(49 284)
Écarts de change	(2 027)	-	-	(2 027)
31 décembre 2021	476 003 \$	- \$	1 346 388 \$	1 822 391 \$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

15. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Dettes fournisseurs	5 621 647 \$	3 919 917 \$
Autres créditeurs et charges courues	2 664 239	2 195 449
	8 285 886 \$	6 115 366 \$

16. Facilités de crédit

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Dettes bancaires (a)	2 498 309 \$	- \$
Emprunts à long terme		
Emprunt, portant intérêt au taux de base du prêteur moins 0,75 % au 31 décembre 2021 (taux effectif de 3,80 %) et de moins 0,50 % au 31 décembre 2020 (taux effectif de 4,05 %), garanti par du matériel de fabrication ayant une valeur nette d'environ 6 700 000 \$. (b)	689 350	1 175 950
Emprunt, portant intérêt à un taux de 3,746 %, garanti par une hypothèque spécifique de 3,6 millions \$ sur une pièce d'équipement de l'emprunteur (c).	2 128 207	2 827 107
Emprunt, portant intérêt à un taux de 3,75 %, garanti par une hypothèque spécifique de 3,3 millions \$ sur une pièce d'équipement de l'emprunteur (d).	1 988 305	2 621 553
Emprunt, portant intérêt au taux de base du prêteur plus 0,40 % (taux effectif de 4,95 % au 31 décembre 2021 et 2020), garanti par du matériel de fabrication ayant une valeur nette d'environ 6 700 000 \$. (e)	687 060	750 000
Total des emprunts à long terme	5 492 922	7 374 610
Obligations locatives (Note 17)	1 582 297	2 411 412
Total des facilités de crédit	9 573 528 \$	9 786 022 \$
Portion courante		
Dettes bancaires	2 498 309	-
Emprunts à long terme, portion courante	1 994 463	1 881 689
Obligations locatives, portion courante	850 804	824 092
	5 343 576	2 705 781
Portion non-courante		
Emprunts à long terme	3 498 459	5 492 921
Obligations locatives	731 493	1 587 320
	4 229 952	7 080 241
Total des facilités de crédit	9 573 528	9 786 022 \$

Les intérêts sur les emprunts ont totalisé 255 338 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, (307 700 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020).

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

16. Facilités de crédit (suite)

- (a) La Société dispose d'une facilité de crédit opérationnelle d'un maximum de 12 000 000\$ et portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,40% au 31 décembre 2021 et 2020 pour un taux effectif de 2,85% au 31 décembre 2021 et 2020. Cette facilité de crédit est garantie par les créances clients et les stocks. Elle peut être révisée périodiquement par la banque et est payable à vue. La facilité de crédit est assujettie à des clauses restrictives en matière de fonds de roulement et de dette/capitalisation (tels que définies dans l'entente bancaire), qui étaient toutes respectées au 31 décembre 2021 et 2020 et au courant des exercices terminés le 31 décembre 2021 et 2020. Au 31 décembre 2021, la Société prélevait un montant de 2 498 309 \$ sur cette facilité de crédit (aucun montant au 31 décembre 2020).
- (b) Cette dette est remboursable en paiements mensuels de 40 550 \$ jusqu'en mai 2023.
- (c) Ce prêt est remboursable en paiements mensuels égaux de 66 072 \$, incluant l'intérêt, jusqu'en octobre 2024. Ce prêt est garanti par une hypothèque spécifique sur une pièce d'équipement de la Société.
- (d) Ce prêt est remboursable en paiements mensuels égaux de 60 061 \$, incluant l'intérêt, jusqu'en novembre 2024. Ce prêt est garanti par une hypothèque spécifique sur une pièce d'équipement de la Société.
- (e) Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la Société a emprunté 750 000 \$ pour financer des frais de recherche et de développement liés au produit Advaseal. Ce prêt porte intérêt au taux de base du prêteur majoré de 0,40% et est remboursable en un paiement de 10 890 \$ en juillet 2021 et 71 paiements mensuels de 10 410 \$ jusqu'en juillet 2027.

Les remboursements totaux des emprunts à long terme s'échelonnent ainsi :

Au plus tard 1 an	1 994 463	\$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	3 435 999	
Plus de 5 ans	62 460	
	5 492 922	\$

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

16. Facilités de crédit (suite)

La variation des passifs de la Société résultant d'emprunts peut être classée comme suit :

	Emprunts à court terme et dette bancaire	Emprunts à long terme	Obligations locatives	Total
Solde au 1er janvier 2020	4 538 393 \$	8 364 514 \$	3 517 554 \$	16 420 461 \$
Flux de trésorerie:				
Produits	14 524 147	750 000	-	15 274 147
Remboursements	(19 081 249)	(1 739 904)	(1 114 871)	(21 936 024)
Sans impact sur la trésorerie:				
Intérêts courus	-	-	(2 915)	(2 915)
Mouvement de change et autres	18 709	-	11 644	30 353
Solde au 31 décembre 2020	- \$	7 374 610 \$	2 411 412 \$	9 786 022 \$
Flux de trésorerie:				
Produits	34 097 885	-	-	34 097 885
Remboursements	(31 587 207)	(1 881 688)	(1 167 314)	(34 636 209)
Sans impact sur la trésorerie :				
Nouveaux contrats de location	-	-	348 584	348 584
Intérêts courus	-	-	(3 521)	(3 521)
Mouvement de change et autres	(12 369)	-	(6 864)	(19 233)
Solde au 31 décembre 2021	2 498 309 \$	5 492 922 \$	1 582 297 \$	9 573 528 \$

17. Obligations locatives

La Société a conclu des contrats de location pour ses usines de fabrication, du matériel roulant et d'autres machines et équipements (voir note 13). Les paiements relatifs à ces contrats s'échelonnent comme suit:

Au plus tard 1 an	925 038	\$
Plus de 1 an et au plus tard 5 ans	743 119	
Plus de 5 ans	-	
Total des paiements minimaux exigibles	1 668 157	
Moins charges financières représentant environ 5,4%	(85 860)	
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles	1 582 297	
Moins la portion à long terme	(731 493)	
Tranche à court terme des obligations locatives	850 804	\$

Au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2021, la Société a renouvelé un bail pour une usine de production située aux États-Unis. Ceci a résulté en une augmentation des obligations locatives et des actifs au titre du droit d'utilisation d'un montant de 348 584 \$ au commencement du bail.

Les sorties de fonds totales liées aux obligations locatives pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 étaient de 1,2 million \$ et de 1,1 million \$ respectivement.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

18. Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires, avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale. Au 31 décembre 2021, il y avait 51 638 637 actions ordinaires émises et en circulation (50 063 637 au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2021 et 2020, il n'y avait pas de bons de souscription en circulation.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la Société a émis 50 000 actions ordinaires pour un produit brut de 26 000 \$ suite à l'exercice d'options d'achat d'actions émises en 2015.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, la Société a émis 50 000 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions émises en 2018 pour une contrepartie en espèces de 38 000 \$, 150 000 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions émises en 2016 pour une contrepartie en espèces de 60 000 \$, 500 000 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions émises en septembre 2016 pour une contrepartie en espèce de 210 000 \$ et 875 000 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions émises en juin 2016 pour une contrepartie en espèce de 350 000 \$.

19. Paiement fondé sur des actions

Conformément au Régime d'options d'achat d'actions (ci-après le « régime ») de la Société, 4 973 860 actions ordinaires sont réservées aux fins des options d'achat d'actions. Selon les modalités du régime, la durée des options doit être fixée par le conseil d'administration et celles-ci peuvent être attribuées aux dirigeants et aux employés de la Société et de sa filiale. Les options sont attribuées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la Société à la date d'attribution. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de cinq ans et le prix d'exercice doit être réglé en totalité au moment de l'exercice.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2020, la Société a émis 150 000 options d'achat d'actions à des employés de la Société à un prix d'exercice de 0,73 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont convertibles en un nombre équivalent d'actions et sont acquises en quatre groupes sur une période de 18 mois, le premier étant acquis immédiatement à l'émission et les droits des autres groupes s'acquièrent à chaque six mois suivants.

La dépense pour paiements fondés sur des actions a totalisé 19 187 \$ pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2021 et 43 439 \$ pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

19. Paiement fondé sur des actions (suite)

L'information sur les hypothèses pour déterminer la juste valeur des options en circulation ainsi que leurs caractéristiques sont les suivantes:

Hypothèses de juste valeur	26/08/2020	10/09/2019	29/11/2018	29/11/2017	22/06/2017	06/09/2016	21/06/2016	Total
En circulation au 31/12/2020	150 000	100 000	250 000	150 000	50 000	500 000	1 025 000	2 225 000
Exercées ⁽¹⁾	-	-	(50 000)	-	-	(500 000)	(1 025 000)	(1 575 000)
En circulation au 31/12/2021	150 000	100 000	200 000	150 000	50 000	-	-	650 000
Pouvant être exercées au 31/12/2021	112 500	100 000	200 000	150 000	50 000	-	-	612 500
Pouvant être exercées au 31/12/2020	37 500	75 000	250 000	150 000	50 000	500 000	1 025 000	2 087 500
Durée de vie résiduelle (années)	3,65	2,70	1,92	0,92	0,48	-	-	
Hypothèses de juste valeur								
Durée de vie attendue (années)	2,5 - 3,25	2,5 - 3,25	2,5 - 3,25	2,5 - 3,25	2,5 - 3,25	2,5 - 3,25	2,75 - 3,5	
Échéance	26/08/2025	10/09/2024	29/11/2023	29/11/2022	22/06/2022	06/09/2021	21/06/2021	
Facteur de volatilité	57,82% - 60,98%	61,21% - 64,47%	67,14% - 70,41%	79,13% - 80,17%	80,01% - 83,03%	76,59% - 79,60%	75,95% - 82,15%	
Taux de dividende	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	
Taux d'intérêt sans risque	0,41%	1,44%	2,23%	1,62%	1,15%	0,51%	0,50%	
Prix d'exercice	\$ 0,73	\$ 0,55	\$ 0,76	1,11 \$	1,03 \$	0,42 \$	0,40 \$	
Cours de l'action à la date d'attribution	\$ 0,73	\$ 0,55	\$ 0,76	1,11 \$	1,03 \$	0,42 \$	0,40 \$	
Valeur marchande des options à la date d'attribution	\$ 0,28	\$ 0,30	\$ 0,35	0,57 \$	0,53 \$	0,21 \$	0,21 \$	

⁽¹⁾ La valeur marchande des actions à la date d'exercice était de 1,10 \$ par action pour les 50 000 options octroyées le 29 novembre 2018, de 1,38 \$ par action pour les 150 000 options octroyées le 21 juin 2016, 1,50 \$ par action pour les 500 000 options octroyées le 6 septembre 2016, 1,42\$ et 1,35\$ pour les 875 000 options octroyées le 21 juin 2016, exercées à 2 dates différentes.

Le facteur de volatilité a été calculé en utilisant la moyenne des variations des cours boursiers de clôture des actions de la Société à la bourse du TSX sur la durée de vie attendue des options.

20. Transactions sans effet de trésorerie

Les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 reflètent le renouvellement d'un bail d'une valeur de 348 584 \$, ce qui a augmenté les obligations locatives au 1^{er} janvier 2021.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

21. Instruments financiers

21.1 Juste valeur et classement des instruments financiers

	Valeur comptable		Juste valeur	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Actifs financiers				
Au coût amorti				
Trésorerie	8 465 061 \$	3 219 258 \$	8 465 061 \$	3 219 258 \$
Créances clients et autres débiteurs ⁽¹⁾	14 300 736	11 281 501	14 300 736	11 281 501
	22 765 797	14 500 759	22 765 797	14 500 759
Passifs financiers				
Passifs financiers, au coût amorti				
Dette bancaire	2 498 309	-	2 498 309	-
Dettes fournisseurs et autres créditeurs ⁽²⁾	6 643 845	4 773 846	6 643 845	4 773 846
Emprunts à long terme	5 492 922	7 374 610	5 495 668	7 469 667
	14 635 076	12 148 456	14 637 822	12 243 513

⁽¹⁾ Exclut les taxes de ventes

⁽²⁾ Exclut les avantages aux employés

Les estimations de juste valeur sont effectuées à la date de l'état consolidé de la situation financière en utilisant l'information disponible à ce moment. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent pas toujours être déterminées de façon précise.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées afin de déterminer l'estimation de la juste valeur de chaque classe d'instruments financiers :

- La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, de la dette bancaire, des emprunts à court terme ainsi que des dettes fournisseurs et autres créditeurs est comparable à leur valeur comptable à la date de l'état consolidé de la situation financière étant donné leur échéance à court terme.
- La juste valeur des emprunts à long terme, qui portent intérêt à des taux variables et fixes, est estimée en utilisant une approche de flux de trésorerie actualisés, qui consiste à actualiser les flux de trésorerie contractuels en utilisant un taux d'actualisation dérivé de taux d'intérêts observables sur le marché rattachés à des prêts semblables ayant des risques similaires. Avec le passage du temps, des changements dans les taux d'intérêt du marché pourraient mener à des différences entre la juste valeur et la valeur comptable des emprunts à long terme portant intérêt à des taux fixes.

La Société s'assure, autant que possible, que ses techniques d'évaluation et ses hypothèses incorporent tous les facteurs que les intervenants du marché considéreraient en établissant un prix et qu'elles sont en lien avec les méthodes financières généralement reconnues pour l'établissement de prix d'instruments financiers.

21. Instruments financiers (suite)

21.2 Hiérarchie des justes valeurs

La Société classe ses instruments financiers en utilisant une hiérarchie des justes valeurs composée des niveaux suivants:

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluations fondées sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Aux 31 décembre 2021 et 2020, les justes valeurs des emprunts à long terme sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

22. Gestion du capital et du risque

22.1 Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et pour intégrer ses activités.

La Société utilise le ratio de la dette sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« RAIIA ») comme principale mesure pour surveiller le levier financier.

Les conventions relatives aux emprunts exigent que la Société respecte certaines clauses restrictives à des moments précis. Les clauses restrictives sont, au 31 décembre 2021 :

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,1 : 1.
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant les impôts divisé par les capitaux propres et les impôts futurs moins les actifs intangibles, inférieur ou égal à 2,5 : 1.

22.2 Gestion du risque de change

La Société est exposée au risque de change étant donné qu'une partie importante des achats de matières premières liés à ses ventes est libellée en dollars américains. Une partie des produits libellés en dollars américains constitue une couverture à ce risque de change, diminuant ainsi l'exposition de la Société à ce risque.

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

22. Gestion du risque (suite)

22.2 Gestion du risque de change (suite)

La filiale étrangère, Imaflex USA, expose également la Société au risque de change puisque sa monnaie fonctionnelle est le dollar américain. La Société n'utilise pas de couverture pour pallier ce risque.

Finalement, une portion des emprunts de la Société est libellée en dollars américains. La majorité des flux de trésorerie générés par les actifs financés par ces dettes est en dollars américains.

Les instruments financiers libellés en dollars américains, dans une devise autre que la devise fonctionnelle, inclus à l'état consolidé de la situation financière sont les suivants:

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Trésorerie	779 \$	112 595 \$
Créances clients	3 445 186	3 015 357
Dettes fournisseurs	(2 103 457)	(1 620 508)
Endettement bancaire	(2 498 309)	-
Exposition brute	(1 155 801) \$	1 507 444 \$

Une appréciation de 0,05 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait une incidence négative sur sa situation financière de 63 920 \$ au 31 décembre 2021 (une augmentation de 139 259 \$ au 31 décembre 2020). À l'inverse, une dépréciation de 0,05 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait l'effet opposé. La direction estime que chaque 0,01 \$ d'appréciation du dollar américain contre le dollar canadien aurait un impact favorable sur les résultats de la Société d'environ 8 496 \$. Chaque dépréciation de 0,01 \$ du dollar américain contre le dollar canadien aurait l'effet opposé.

22.3 Gestion du risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de fluctuation des taux d'intérêt en raison de ses emprunts courants et non-courants qui portent intérêt à des taux variables.

La valeur comptable des passifs financiers de la Société portant intérêt est la suivante :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Instruments à taux variables	2 498 309	-
Passifs financiers	1 376 410 \$	1 925 950 \$
Exposition brute	3 874 719 \$	1 925 950 \$

Analyse de sensibilité :

Une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt diminuerait les résultats de la Société d'environ 23 183 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (27 104 \$ pour 2020). À l'inverse, une diminution de 100 points de base aurait l'effet opposé.

22. Gestion du risque (suite)

22.4 Gestion du risque de liquidité

La Société cherche à atténuer son risque de liquidité, soit le risque que la Société ne soit pas capable d'honorer ses obligations financières à leur échéance, en gérant la structure de son capital et son levier financier. La Société obtient du financement à l'aide d'une combinaison d'émission d'actions sur les marchés de capitaux et à l'aide d'emprunts auprès d'institutions financières. Une analyse du levier financier est effectuée pour déterminer la combinaison nécessaire entre les différentes sources de financement disponibles et ce, tout en s'assurant de maintenir le levier financier de la Société à un niveau de risque acceptable.

La Société s'assure de maintenir des flux de trésorerie suffisants dans le but d'honorer ses obligations des douze prochains mois. Les flux de trésoreries générés par les activités opérationnelles sont associés au niveau de liquidité nécessaire pour honorer les obligations financières liées aux sources de financement utilisées pour générer ces flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2021, la Société prélevait un montant de 2 498 309 \$ sur sa facilité de crédit opérationnelle, dont le montant autorisé était de 12 000 000\$ (aucun montant prélevé au 31 décembre 2020). Les sommes prélevées portent intérêt au taux préférentiel majoré de 0,40%. Dans le but de s'assurer que cette facilité de crédit est suffisante pour honorer les obligations de la Société, la direction surveille les changements au niveau des biens donnés en garantie.

Au 31 décembre 2021, la valeur comptable et les flux de trésorerie contractuels non-actualisés des obligations de la Société sont:

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	1 an ou moins	2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans
	2 498 309 \$	2 498 309 \$	2 498 309 \$	- \$	- \$
Emprunts à long terme (1)	5 492 922	5 839 875	2 175 166	3 601 350	63,359
Obligations locatives (2)	1 582 297	1 668 157	925 038	743 119	-
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (3)	6 643 845	6 643 845	6 643 845	-	-
	16 217 373 \$	16 650 186 \$	12 242 358 \$	4 344 469 \$	63 359 \$

(1) Les intérêts sur la dette bancaire garantie sont basés sur les taux en vigueur à la date de présentation de l'information financière.

(2) Les flux de trésorerie découlant des contrats de location-financement incluent les intérêts.

(3) Exclut les avantages aux employés

Notes aux états financiers annuels consolidés
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020

23. Opérations entre parties liées

Entités dans lesquelles des membres de la haute direction ont un intérêt

Au cours de l'exercice et dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des transactions avec des entités détenues par des actionnaires de la Société, avec les administrateurs ou des sociétés dans lesquels ils ont un intérêt. Ces transactions sont évaluées à leur juste valeur, qui correspond au montant de la contrepartie fixée et convenue par les parties. Ces transactions, qui n'ont pas été divulguées ailleurs dans les états financiers consolidés, se détaillent comme suit :

	Transactions pour les exercices terminés les		Soldes au	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Entités contrôlées par des principaux dirigeants ou des membres de leur famille				
Paiement des obligations locatives	1 134 812 \$	1 118 534 \$	- \$	- \$
Intérêts inclus dans les paiements ci-dessus	97 730	139 371	-	-
Solde des obligations locatives	1 348 128	2 041 754	-	-
Prestation de services de personne	121 841	132 598	10 744	10 163
Entités sur lesquelles des principaux dirigeants exercent une influence notable				
Honoraires professionnels	11 650	-	11 650	-

Principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction, soit le chef de la direction, le vice-président marketing et innovation, le directeur de la production, le vice-président des affaires corporatives, le chef des finances et les membres du conseil d'administration.

	Exercices terminés les	
	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Salaires	958 333 \$	924 474 \$
Rémunérations aux administrateurs	45 750	41 000
Avantages à court terme	6 282	13 094
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes gouvernementaux	16 257	15 890
Palements à base d'actions	6 078	14 253
Autres avantages	64 188	50 117
	1 096 888 \$	1 058 828 \$